



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation à Mayotte

Question au Gouvernement n° 268

Texte de la question

SITUATION À MAYOTTE

Mme la présidente . La parole est à M. Gérard Darmanin.

M. Gérard Darmanin . Le magnifique archipel qu'est Mayotte pleure ses morts et souffre de la détresse de ses habitants, de la pauvreté, et, sans doute, de la désolation. Nous qui aimons Mayotte, magnifique bout de France du bout du monde, où les Français sont de volonté, nous nous interrogeons sur la capacité de notre pays à aider une population manifestement percluse de souffrances et de difficultés. Nous saluons votre engagement, dès votre nomination, ainsi que celui du président de la République, pour répondre le plus rapidement possible aux urgences.

Comment éviter les pillages ? Comment lutter contre les maladies alors que les bangas sont détruits, que les hôpitaux...

Mme Dominique Voynet . L'hôpital : il n'y en a qu'un !

M. Gérard Darmaninfonctionnent difficilement et que le personnel soignant et les pompiers n'arrivent pas à atteindre les blessés ? Comment garantir l'accès à l'eau et à l'électricité, et la sécurité de chacun ? À plus long terme, comment reconstruire Mayotte, son aéroport, ses écoles ? Comment assurer le fonctionnement normal de ses infrastructures, qui fait que la République est partout chez elle ?

Il y a très longtemps, les Mahorais ont choisi d'être français. Ils l'ont réaffirmé par deux référendums, voilà plus de quarante ans. Je sais que le gouvernement et vous-même leur démontrerez qu'ils avaient raison, car Mayotte, c'est non seulement la France, mais aujourd'hui, c'est le plus beau coin du pays. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, Dem, HOR et LIOT ainsi que sur quelques bancs des groupes SOC et DR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre.

François Bayrou, premier ministre . Vous avez raison, monsieur le ministre, le drame de Mayotte a frappé une population qui s'est, plus que d'autres, engagée pour la France. Je garde en mémoire le visage de ceux qui se sont battus pour que Mayotte soit française et devienne un département. Plusieurs d'entre eux étaient mes amis et mes aînés – Marcel Henry, Henry Jean-Baptiste, pour ne parler que des personnalités de la fin du siècle précédent. Ces hommes considéraient que la vocation de Mayotte était d'être le visage de la France dans la région. Ils ont fait confiance à la France et nous devons prouver qu'ils ont eu raison, à présent que Mayotte est confrontée à l'une des pires tragédies possibles.

Vous m'interrogez d'abord sur le bilan, qui demeure incertain. Tous les jours, je me suis entretenu à plusieurs

reprises avec le préfet de Mayotte, M. Bieuville, à qui je rends hommage, et avec les autres représentants de l'État, qu'ils soient sur place ou à La Réunion. Le bilan n'est pas encore établi, mais pour l'instant, nous constatons une vingtaine de morts, 200 blessés graves et 1 500 blessés en urgence relative. Ce bilan risque de s'alourdir, nous en sommes tous conscients. Nous pensons avec anxiété à ceux qui ont été pris dans la tourmente sans protection.

Au-delà de ce bilan se pose la question de la remise en route de la vie dans l'archipel. Vous avez évoqué l'hôpital : il fonctionne maintenant à environ 50 % de sa capacité. Vous avez aussi posé la question essentielle de l'eau,...

M. Pierre Cordier . Il fallait apparemment la faire bouillir !

M. François Bayrou, *premier ministre*que plusieurs ministres de l'outre-mer ont eu à traiter – notamment M. Philippe Vigier. Deux des six usines de dessalement ont été remises en route, le problème principal n'étant pas le traitement de l'eau salée, mais l'alimentation de ces infrastructures en électricité, sans laquelle elles ne peuvent fonctionner.

Près de 50 % du réseau électrique a été remis en route : le réseau à haute tension n'a pas été touché et fonctionne ; ce sont les lignes à basse tension qui, dans certains secteurs, ont été très endommagées. Les services de l'État considèrent cependant que, d'ici la fin de la semaine, 75 % du courant devrait être rétabli.

Le réseau routier, quant à lui, a surtout souffert de chutes d'arbre, et on estime – de façon peut-être trop optimiste – que 80 % des voies de circulation sont de nouveau accessibles.

Vous posez la question, à plus long terme, de la reconstruction. Pour moi, elle est essentielle parce qu'elle porte tout l'espoir des populations. Le gouvernement va lancer un appel à projets pour des habitations préfabriquées de conception simple et de montage et rapide, à un prix modique. Je suis persuadé qu'un grand nombre d'entreprises françaises, voire d'écoles d'architecture, sauront se passionner pour un tel défi, à charge pour nous de choisir rapidement le meilleur projet.

S'agissant du financement, nous pouvons compter sur le soutien régional d'urgence européen Restore et sur la solidarité nationale. L'État et les pouvoirs publics sont là pour ça, sachant que seulement 10 % des foyers mahorais sont assurés, ce qui montre l'effort à fournir. L'idée est de procéder comme pour les ravages causés par Irma, en dédiant spécialement une équipe, sous une autorité choisie par l'État. Cela devrait se faire dans les prochaines heures, pour nous permettre de faire face à ce drame. Les Mahorais, eux, sont déjà au travail, en train de reconstruire leur île, envers et contre toutes les difficultés économiques et sociales qu'ils connaissent. *(Applaudissements sur les bancs des groupes Dem et EPR.)*

Données clés

Auteur : [M. Gérald Darmanin](#)

Circonscription : Nord (10^e circonscription) - Ensemble pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 268

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Enseignement supérieur et recherche (MD)

Ministère attributaire : Enseignement supérieur et recherche (MD)

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 décembre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 décembre 2024